

Abidjan 2010

**Donner un effet multiplicateur aux
ressources du FAD pour promouvoir
le développement du secteur privé**

THIRD ADF 12
REPLENISHMENT
MEETING



AFRICAN
DEVELOPMENT
FUND

ABIDJAN
MAY 26-27 2010

Plan

1 Contexte et objectifs

2 Garantie de premier rang du portefeuille de pertes (FLPG)

3 Garanties partielles de risques

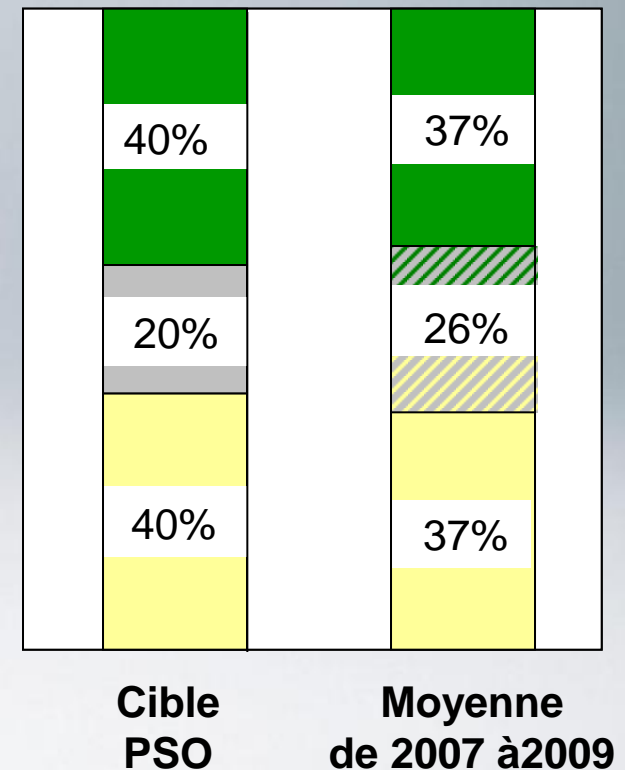
Un contexte en mutation requiert de nouvelles approches

- L'investissement privé est nécessaire pour:
 - Promouvoir la croissance et sortir les pays FAD de la pauvreté.
 - Réduire le déficit de financement du développement.
- Les pays FAD sont engagés en faveur d'une croissance tirée par le secteur privé.
- La réduction de la liquidité et l'accroissement de l'aversion du risque entament la capacité à attirer l'investissement étranger et l'investissement intérieur.
- Deux instruments pour innover tout en consolidant:
 - La garantie de premier rang du portefeuille de pertes
 - Les garanties partielles de risques

Ces instruments contribueraient au renforcement des capacités du Groupe de la BAfD et à l'amélioration des résultats

- Administration de la preuve de la capacité à traiter et à superviser un volume croissant d'opérations non souveraines dans les PFR.
- Guichet unique pour le développement du secteur privé.
- Réserve croissante d'opérations non souveraines dans les pays FAD.
- 1 UC octroyé au titre d'un prêt non souverain contribue à mobiliser 5 UC supplémentaires auprès de sources externes.

Opérations non souveraines, cibles, réalisations



■ PFR ■ Opérations régionales ■ PRI

Plan

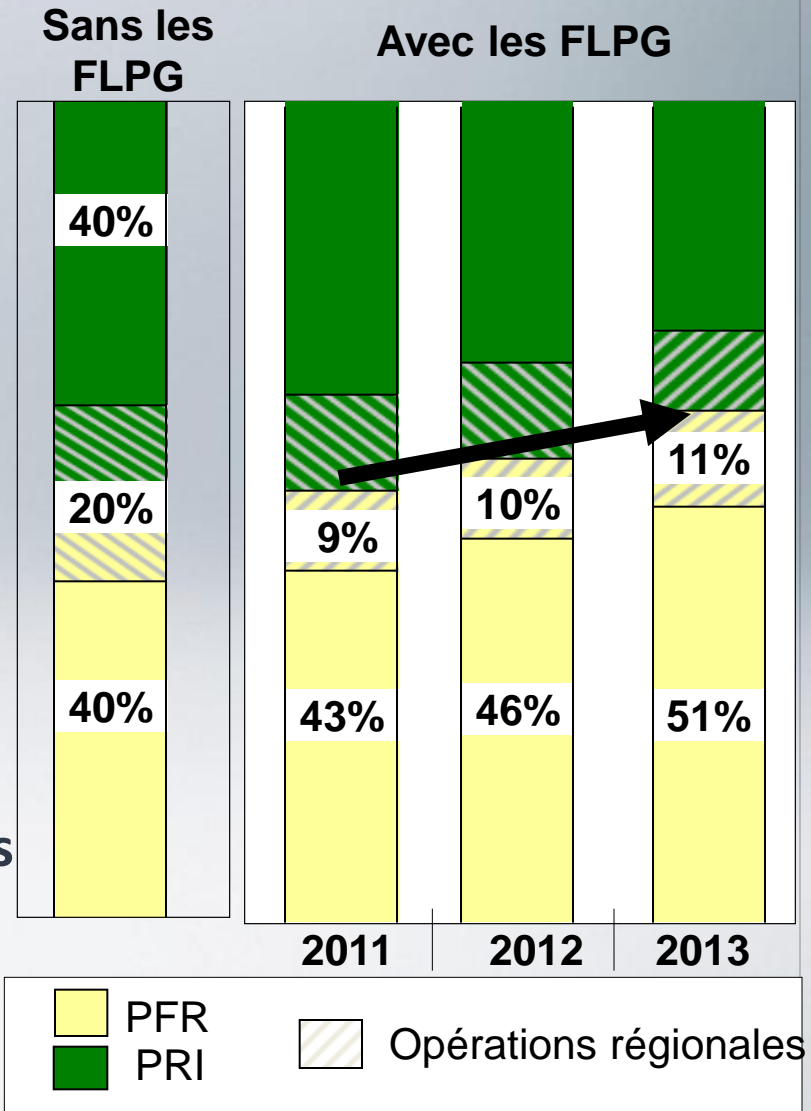
1 Contexte et objectifs

2 Garantie de premier rang du portefeuille de pertes (FLPG)

3 Garanties partielles de risques

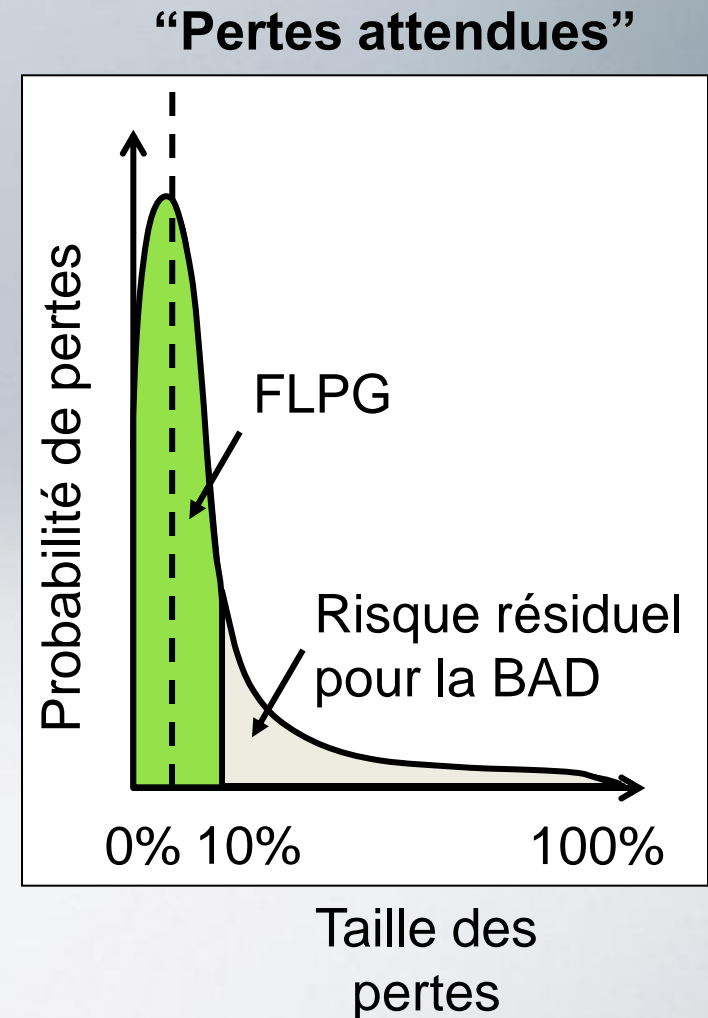
Les FLPG augmentent substantiellement la part des PSO dans les PFR pendant le cycle du FAD-12

- L'AGC fournit une marge de manoeuvre pour la croissance du portefeuille non souverain dans les PFR et les PRI.
- Les FLPG renforceraient la capacité à supporter les risques liés au portefeuille non souverain pour les PFR.
- L'avantage du cloisonnement pour les transactions admissibles devrait compenser le risque pays élevé dans les PFR.
- Le risque global pour l'ensemble du portefeuille est plus faible que la somme des risques liés aux transactions individuelles au titre dudit portefeuille.



Les FLPG couvrent la première portion de 10 % des pertes d'un portefeuille désigné

- La BAD demeure l'entité supportant le risque résiduel.
- L'approche pilote repose sur l'hypothèse du renforcement progressif du portefeuille.
- Fonds de démarrage de 100 millions d'UC provenant de la "tranche supérieure" du FAD et de contributions bilatérales volontaires.
- Les procédures et modalités seraient régies par l'accord-cadre à négocier par les Conseils de la BAD et du FAD.



Les critères d'admissibilité devraient également tenir compte des implications ...

- De la diversification des portefeuilles pays et secteur.
- De l'homogénéité du portefeuille:
 - Un très petit nombre d'opérations pourraient épuiser rapidement les ressources de la facilité
- De la taille de la facilité de garantie

Risque pays moyen

Catégorie	Note
État fragile	5,4
PFR	4,3
PRI	2,2

Risque commercial

Secteur	Note
IMF et PME	2,8
Agriculture & agro-industrie	2,5
Infrastructure	1,9
Industrie & services	1,4
Intermédiation financière	1,3

Plan

1 Contexte et objectifs

2 Garanties de premier rang du portefeuille de pertes

3 Garanties partielles de risques

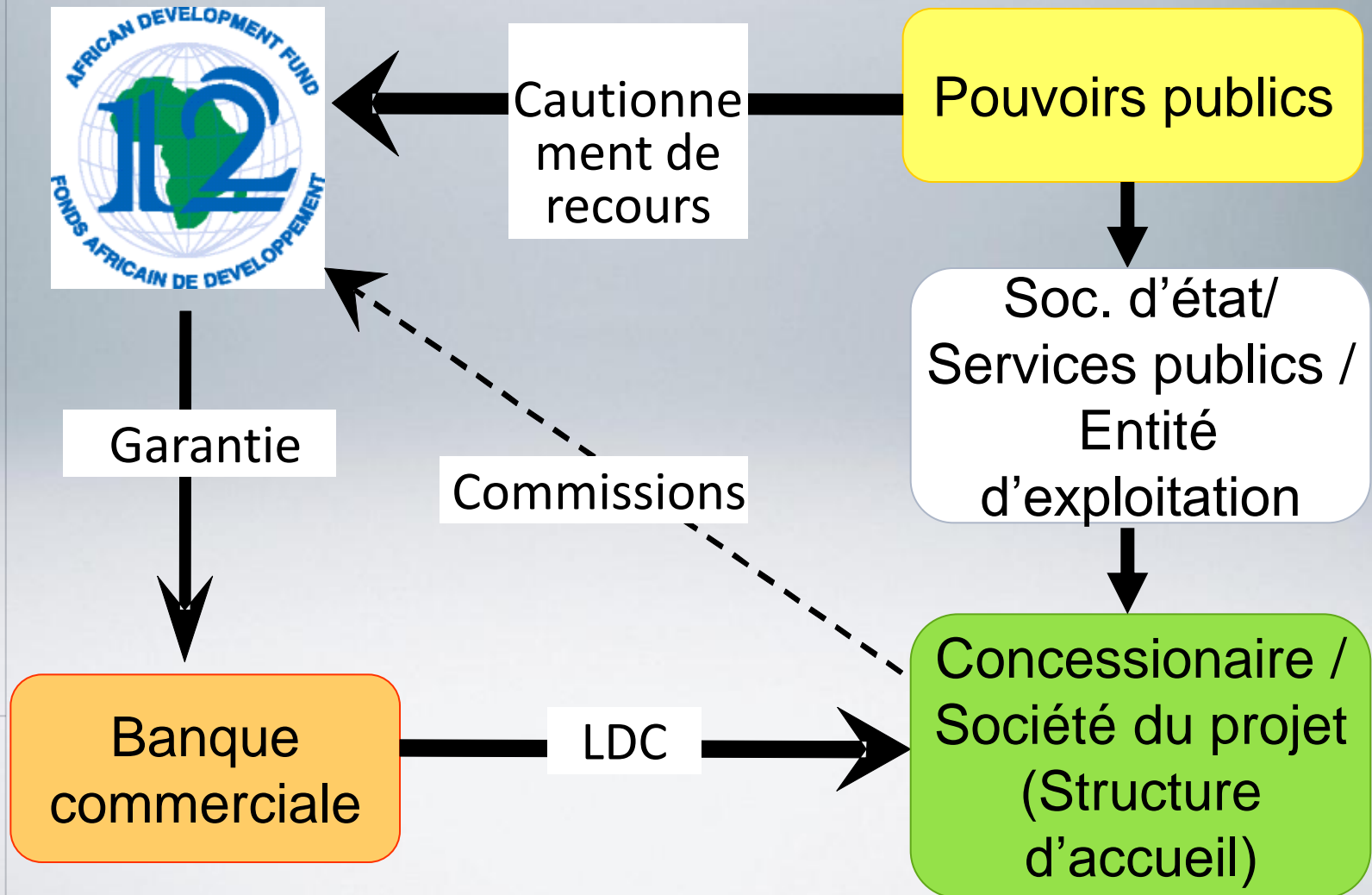
Les garanties partielles de risques (PRG) constituent un instrument favorable aux PPP

■ Dans les PFR, les PPP demeurent des initiatives à risque pour les investisseurs: les projets à rendement plus élevé devraient contribuer à la préemption du risque de non-performance des pouvoirs publics.

■ Les PRG ne visent pas à remplacer les prêts non souverains, mais plutôt à accroître la faisabilité des PPP, dans la mesure où elles:

- couvrent la non-performance du partenaire du secteur public.
- encouragent les pouvoirs publics à entreprendre des réformes pertinentes.
- font qu'un défaut au titre d'un prêt déclenche un défaut au titre d'autres prêts.
- utilisent seulement 25 % de l'allocation ABP du pays requérant.
- ont un levier financier de 1:4.

Les structures des PRG sont adaptées aux risques, partenaires et modalités de projets précis.



La BAfD tirera parti de la solide expérience d'une vingtaine d'années des institutions sœurs dans les PRG

- Pour le FAD-12, la demande de PRG est d'environ 475 millions d'UC.
- Les modalités de financement sont intégrées dans la formule ABP et dépendent donc de la demande des pouvoirs publics:
 - Le fait de desservir les clients tant du secteur public que du secteur privé permet à la BAfD de mobiliser efficacement la demande.
- Les PRG requièrent des compétences et des méthodes en matière de financement des projets :
 - Les chargés d'investissement, les gestionnaires et les juristes spécialisés dans le risque de crédit ont une solide expérience.
 - Il faut une assistance technique et des orientations pour développer l'expertise interne.

En résumé...

- Il est indispensable de développer le secteur privé pour promouvoir une croissance économique durable, qui conduise à une réduction substantielle de la pauvreté.
- Deux nouveaux instruments de financement ont été proposés pour promouvoir davantage les opérations du secteur privé dans les PFR, en amplifiant substantiellement les avantages de l'AGC.
- Tous les deux instruments seraient introduits sur une base pilote, avant leur intégration et leur intensification.